



DOSSIER

Guerras civiles, violencias y construcción del Estado *Civil Wars, Violences and State Building*

LE SUD ET LA GUERRE CIVILE AMÉRICAINNE: LE PIÈGE DE LA SÉCESSION

Bertrand van Ruymbeke

Université de Paris 8 (Vincennes-Saint-Denis)

bvanruymbeke@univ-paris8.fr

EL SUR Y LA GUERRA CIVIL AMERICANA: LA TRAMPA DE LA SEPARACIÓN

THE SOUTH AND THE AMERICAN CIVIL WAR: THE SNARE OF SECESSION

Recibido: 15/12/2014. Aceptado: 22/12/2014

Cómo citar este artículo/Citation:

Ruymbeke, Bertrand van (2015), Le Sud et la Guerre Civile Américainne: Le piège de la sécession, *Hispania Nova*, 13, pág. 188-200, en

<http://www.uc3m.es/hispanianova>

Copyright: © HISPANIA NOVA es una revista debidamente registrada, con ISSN 1138-7319 y Depósito Legal M 9472-1998. Los textos publicados en esta revista están —si no se indica lo contrario— bajo una licencia [Reconocimiento-Sin obras derivadas 3.0 España](http://creativecommons.org/licenses/by-nd/3.0/es/deed.es) de Creative Commons. Puede copiarlos, distribuirlos y comunicarlos públicamente siempre que cite su autor y la revista y la institución que los publica y no haga con ellos obras derivadas. La licencia completa se puede consultar en: <http://creativecommons.org/licenses/by-nd/3.0/es/deed.es>

Resumen: Este artículo propone una reflexión sobre la importancia de la Guerra Civil y de la secesión del Sur en el relato histórico de los Estados Unidos a partir del periodo colonial. Insiste en el hecho de que el Sur, y en particular el Estado de Virginia, ha desempeñado un papel fundamental en la historia y la política norteamericana hasta los años 1840 y que las repetidas amenazas de secesión (que tomaron modalidades muy diversas) subrayan la tensión que existía desde hace mucho tiempo entre los Estados y el poder federal. Por tanto, la cuestión de la esclavitud, un problema que el congreso, la presidencia y la corte suprema fueron incapaces de resolver de forma satisfactoria hasta los años 1850, así como la elección de Lincoln en 1860, hizo que los sudistas más extremistas se movilizaran y llevaran el Sur a la secesión y a la guerra.

Palabras clave: Guerra Civil, Estados Unidos, Estados del Sur, Esclavitud, Confederación

Abstract: This article places the US Civil War and Southern secession in the narrative of American history since the colonial era. It argues that the South, Virginia particularly, held a prominent place in American history and political life until the 1840s and that recurrent threat of secession (or its less extreme variants) express long existing tension between the States and federal power. However, slavery, an issue that Congress, the presidency, and the Supreme Court were unable to settle satisfactorily by the late 1850s, as well as the election of Lincoln in 1860, pushed die-hard Southerners to lead the South into secession and war.

Keywords: Civil War, American South, United States, Slavery, Confederacy

1. LE SUD AVANT LE SUD

L'histoire contemporaine des Etats-Unis projette l'image du Sud comme une région à la traîne, voire à la marge d'un récit national tourné vers le progrès et la liberté. Une mise au point s'impose d'entrée. Avant les années 1840, le Sud occupe une place centrale, même par moments dominante, dans le paysage étatsunien. A la veille de la Révolution, la Virginie, la plus ancienne colonie, et la Caroline du Sud, la plus riche, rivalisent largement avec la Pennsylvanie ou le Massachusetts.¹ Les principales exportations des colonies nord-américaines en termes de revenus sont le tabac virginien et le riz carolinien. Thomas Jefferson, principal rédacteur de la Déclaration d'Indépendance de 1776, et George Washington, commandant en chef des troupes américaines pendant la Révolution, sont tous deux de Virginie. De 1789 à 1825, sur les cinq présidents en exercice, quatre viennent de Virginie. Seul John Adams, du Massachusetts, s'insère dans ce qu'on appelle « la dynastie virginienne ».² Par ailleurs, au XVIIIe siècle, l'esclavage, que l'on identifie tant avec le Sud, se retrouve dans toutes les colonies même si la structure économique de chacune implique une plus ou moins grande concentration d'esclaves. Les premières lois d'émancipation graduelle, notamment celle de Pennsylvanie de 1780, ont un effet très progressif sur les Etats du Nord.³ Le New Jersey, par exemple, compte encore des esclaves dans les années 1820... Dans la carte mentale des constituants réunis à Philadelphie en 1787, la Virginie n'est aucunement au Sud mais au centre et la Nouvelle-Angleterre se situe au Nord-Est. Il n'existe pas encore de partition Nord-Sud aux Etats-Unis. Même si les Etats méridionaux partagent des intérêts, et surtout des pratiques culturelles, religieuses et politiques, notamment les planteurs, les divisions politiques apparaissent plutôt entre petits et grands Etats, Etats côtiers et ceux dont le territoire s'étend loin vers l'ouest etc.. La désormais célèbre Mason-Dixon *line* n'est alors qu'une frontière, tracée en 1768 mais disputée depuis les années 1680, entre deux Etats, le Maryland et la Pennsylvanie.⁴ Elle n'est pas la limite entre deux univers, entre deux mondes comme elle le deviendra progressivement au XIXe siècle. Enfin, le choix d'une nouvelle capitale en 1790, Washington, située aux confins de la Virginie et du Maryland, donc dans le Sud, témoigne aussi de la grande influence politique du Sud dans les débats et choix nationaux en cette fin de siècle. Ce que les historiens américains appellent la « *southern distinctiveness* » et que l'on pourrait traduire par l'exception sudiste n'existe pas au XVIIIe siècle.⁵

¹ Pour un panorama de l'Amérique britannique, voir Bertrand VAN RUYMBEKE, *L'Amérique avant les Etats-Unis. Une histoire de l'Amérique anglaise 1497-1776*, Paris, Flammarion, 2013.

² Ces présidents virginiens sont G. Washington (1789-1797), T. Jefferson (1801-1809), J. Madison (1809-1817), J. Monroe (1818-1825). J. Adams occupe le poste de 1797 à 1801.

³ Arthur ZILVERSMIT, *First Emancipation: The Abolition of Slavery in the North*, Chicago, University of Chicago Press, 1967.

⁴ Sur la *Mason-Dixon Line*, qui porte le nom des deux arpenteurs, Charles Mason et Jeremiah Dixon, dépêchés en Amérique du Nord par la couronne britannique, voir A. MASON et W. F. SWINDLER, « Mason & Dixon: Their Line and Its Legend », *American Heritage*, 15 (1964), 23-29 et 93-96. Notons que dès les années 1850 paraissent des histoires de la *Mason-Dixon Line*, telles, par exemple, John LATROBE, *The History of the Mason and Dixon's Line, an Address*, (Philadelphie, 1855) et James WEECH, *Mason and Dixon Line: A History*, (Pittsburgh, 1857).

⁵ Sur cette question, voir Bertrand VAN RUYMBEKE, « Le Sud à l'époque coloniale : contradiction anachronique ou réalité historique ? » in Michel Bandry et Jean-Marie Maguin, (dir.), *La Contradiction*, Montpellier, Presses de l'Université Paul-Valéry, 2004, p.399-410.

Comme l'écrit Aubrey C. Land, historien du Maryland colonial dans une formule d'inspiration biblique pleine d'humour : « *At the beginning there was no South* ». ⁶

2. LA CONVENTION D'HARTFORD : LA NOUVELLE-ANGLETERRE PARLE DE SECESSION

Dans la première moitié du XIXe siècle, le fédéralisme étatsunien repose sur un équilibre fragile entre l'autorité du pouvoir central, en anglais *federal*, et les droits des Etats. Parallèlement, les régions – le Sud, l'Ouest (en deçà des Plaines), le Nord-Est et la Nouvelle-Angleterre – se distinguent les unes des autres et affichent des particularismes de plus en plus marqués. A l'automne 1814, des membres du parti fédéraliste (opposé aux démocrates-républicains alors au pouvoir) de Nouvelle-Angleterre, hostiles au conflit contre la Grande-Bretagne – dite guerre de 1812 ou « seconde guerre d'indépendance » - car celui-ci ruine la région qui dépend fortement de son commerce avec l'ancienne métropole, se réunissent à Hartford, dans le Connecticut. C'est la Convention d'Hartford. Les vingt-six délégués représentant le Massachusetts, le Connecticut, le Rhode Island, le New Hampshire et le Vermont se déclarent contre tout embargo excédant 60 jours, par référence à l'*Embargo Act* voté en 1807 sous la présidence de Jefferson et préjudiciable aux marchands de Nouvelle-Angleterre. Ils exigent aussi une majorité des deux tiers au Congrès pour toute déclaration de guerre ou admission d'un nouvel Etat. Ils demandent également la fin de la « règle des trois-cinquièmes » incluse dans la constitution (Article I, clause 3) et qui prévoit de compter chaque esclave au trois cinquièmes d'un habitant blanc dans la répartition des sièges au Congrès, une disposition qui, selon les délégués, avantage le Sud. Enfin, ils souhaitent que le mandat présidentiel soit limité à un et que chaque président soit d'un Etat différent de celui de son prédécesseur. Ces deux dernières revendications ciblent la « dynastie virginienne », comme nous l'avons noté, au pouvoir depuis 1789, à l'exception du mandat du Bostonien Adams. Elle n'est pas inscrite dans le communiqué de leurs revendications mais la menace de sécession aurait été brandie par les délégués les plus déterminés...La Convention d'Hartford se déroule au moment où les Etats-Unis s'apprêtent à négocier à Gand, en Belgique, une paix *statu quo ante* avec la Grande-Bretagne mettant fin à une guerre perçue par les Américains comme victorieuse malgré l'échec de leur tentative d'invasion du Canada car ils ont à nouveau réussi à tenir tête à la puissance britannique, mais cette fois-ci sans l'aide de la France. ⁷ Les délégués d'Hartford, et plus largement le parti fédéraliste, voire la Nouvelle-Angleterre, dans un climat politique très tendu, apparaissent donc comme des « traîtres » à la cause américaine. De fait, Hartford marque la fin du parti fédéraliste et la marginalisation politique de la Nouvelle-Angleterre, le Sud et l'Ouest devenant, pour un temps, les régions dominantes. Echec politique, la Convention d'Hartford n'en demeure pas moins riche d'enseignements d'un point de vue historique. Elle montre tout d'abord que le processus de marginalisation – ici politique – n'est pas l'apanage du Sud. Elle met également à nue une grande tension qui se développe entre les régions, connues en histoire américaine sous le nom de *sections*, et confirme qu'au tout début du XIXe siècle, le Sud jouit d'un statut politique dominant. Enfin, les délégués de Nouvelle-Angleterre ont enclenché un processus de contestation mais sans aller jusqu'au bout de leur logique en se prononçant finalement contre la Sécession, à l'inverse des Sudistes en 1861.

⁶ Aubrey C. LAND, "The American South : First Epiphanies", *The Journal of Southern History*, 50 (1984), p.14.

⁷ Sur ce conflit, beaucoup moins connu que la guerre d'Indépendance, voir les travaux récents de Alan TAYLOR, *The Civil War of 1812 : American Citizens, British Subjects, Irish Rebels & Indian Allies*, New York, Vintage, 2011 et de Sylvain ROUSSILLON, *L'autre 1812. La seconde guerre de l'indépendance américaine*, Paris, Bernard Gionavangeli Editeur, 2012.

3. LE COMPROMIS DU MISSOURI (1820) : UN PREMIER TEST SUR L'ESCLAVAGE

Dès les années 1810, les hommes politiques des Etats du Sud sont en faveur du développement des infrastructures nationales, ce qu'on appelle «le système américain ». Se distinguent parmi eux également, et à l'inverse des fédéralistes de Nouvelle-Angleterre, ceux qu'on appelle les faucons ou *war hawks*⁸ car ils sont en faveur de la guerre contre la Grande-Bretagne tels John C. Calhoun, de Caroline du Sud, et Henry Clay, du Kentucky. Ces hommes participent pleinement à l'élaboration d'une politique fédérale que souvent d'ailleurs ils impulsent.

La situation devient soudainement tendue en 1820. Depuis 1812, le rythme d'admission de nouveaux Etats s'est accéléré : Louisiane (1812), Indiana (1816), Mississippi (1817), Illinois (1818) et Alabama (1819). En 1820, le Sénat, où chaque Etat quel que soit sa taille a deux représentants, est divisé à parts égales entre le Sud et le Nord, 11 contre 11. Lorsque le Missouri frappe à la porte de l'Union, la peur du déséquilibre à l'avantage des Etats esclavagistes bloque le système d'autant plus qu'aucun autre Etat n'apparaît à l'horizon. Effectivement, le prochain Etat à être admis est l'Arkansas, un autre Etat du Sud, et ne le sera qu'en 1836. Un compromis est donc nécessaire mais sur quelles bases ? Rappelons que les Etats-Unis se sont construits sur des compromis et ceci dès la convention constituante de 1787. Le compromis, dit du Missouri, imaginé et négocié par Henry Clay, stipule que le Missouri est admis comme Etat esclavagiste mais sans le droit d'importer de nouveaux esclaves après son admission formelle dans l'Union, que le Maine est détaché du Massachusetts pour devenir aussi un nouvel Etat afin de faire contrepoids au Missouri, et que désormais les futurs Etats situés au sud du parallèle 36°30', soit la frontière Sud du Missouri, pourront être admis comme Etats esclavagistes mais pas ceux situés au nord de cette ligne. Les enseignements du Compromis de 1820 sont multiples. Il témoigne de la capacité du Congrès à négocier sur une question hautement sensible. Ce compromis marque aussi la naissance du sentiment sudiste dans le sens d'une région (*section*) qui se voit différente du reste du pays et qui doit rester vigilante quant à la préservation de ses intérêts, désormais perçus comme particuliers. Le Compromis de 1820 introduit non pas la question de l'esclavage mais celle de son extension vers l'Ouest dans le débat politique national. Celle-ci prendra de plus en plus de place jusqu'à devenir centrale dans les années 1850. Enfin, il fait de la ligne 36°30' une frontière entre l'Amérique esclavagiste et non-esclavagiste, une sorte de Mason-Dixon *line* mais cette fois-ci dans l'Ouest.

4. LA CRISE D'ANNULATION : LES DROITS DES ETATS CONTRE LE POUVOIR FEDERAL

Le particularisme régional et l'opposition à un pouvoir central qu'on ne contrôle pas (ou plus) exprimés lors de la Convention d'Hartford apparaissent à nouveau dans les années 1830 mais cette fois-ci de la part du Sud avec la crise de l'annulation (en anglais *Nullification Crisis*). Dans les années 1820 et 1830, le Sud s'oppose à l'augmentation des tarifs douaniers. Le Sud est une région essentiellement agricole, sans grandes métropoles (hormis Charleston en Caroline du Sud) ni industrie (hormis les hauts-fourneaux de Richmond en Virginie), qui importe massivement des produits manufacturés. A l'inverse, dans les métropoles portuaires du Nord-Est et en Nouvelle-Angleterre la révolution industrielle bat son plein, notamment dans le textile. Les intérêts entre ces deux régions divergent grandement. Quant à

⁸ Notons que de manière intéressante ce terme fera son retour en politique américaine lors de la guerre en Irak en 2003.

l'Ouest, une région exclusivement agricole, elle tend à se rallier au Sud. Les tarifs douaniers élevés de 1828 et surtout de 1832 enflamment le Sud, la Caroline du Sud particulièrement. Calhoun devient même un des leaders de la fronde carolinienne. En 1832, la tension est extrême. A Charleston se réunit une Convention d'annulation (*Nullification Convention*) qui caractérise le tarif de 1828 de « tarif des abominations » et surtout déclare les deux tarifs inconstitutionnels ! L'Etat de Caroline du Sud n'appliquera pas ces lois au nom des droits des Etats (*States'rights*) déclare-t-on à Charleston. La Caroline du Sud mobilise sa milice et le président Andrew Jackson, lui-même du Tennessee, menace d'envoyer des troupes fédérales. Au-delà de cette esbroufe militaire, la crise est gravissime car la Constitution précise bien que ses dispositions, et donc parmi celles-ci le pouvoir législatif conféré au Congrès, est la « loi suprême du pays » (« *supreme law of the land* »). C'est la clause dite de suprématie (Article VI, clause 2), point d'ancrage institutionnel de la nouvelle constitution de 1787, par contraste avec les Articles de Confédération qui l'ont précédé de 1781 à 1787. Historiquement, la crise d'annulation s'enracine dans les Résolutions du Kentucky et de Virginie de 1798 et 1799. A l'époque, les deux Etats, dominés par les démocrates-républicains jeffersoniens, opposés aux fédéralistes alors au pouvoir, s'insurgent contre les Lois sur les étrangers et la sédition (*Alien and Sedition Acts*). En substance, ces lois autorisent le gouvernement fédéral à expulser des étrangers considérés comme « dangereux pour la sécurité du pays », prolongent la période de résidence requise à 14 ans (au lieu de 5 ans !) nécessaire aux étrangers résidents pour devenir citoyens des Etats-Unis, et étendent la censure à tout écrit jugé contre le gouvernement et ses agents. Or, les démocrates-républicains comptent sur le vote des nouveaux citoyens, immigrés récents d'Irlande et de Saint-Domingue. De plus, ces lois sont adoptées par un Congrès aux mains de fédéralistes anglophiles et hostiles à la France (une position inverse à celle des jeffersoniens) lors d'une crise aigüe entre la France et les Etats-Unis. On parle même de quasi-guerre.

La crise d'annulation de 1833 se clôt finalement par un nouveau compromis mais la menace subsiste. Il faut ainsi bien comprendre que la sécession, point culminant de la résistance des Etats face au pouvoir fédéral, n'a pas surgi dans l'histoire américaine en 1861. Elle constitue un ultime recours qui peut à tout moment être brandi et utilisé par les jusqu'au-boutistes.

5. LE DEVELOPPEMENT DE L'ESCLAVAGE DANS LE SUD

L'esclavage est concomitant à la fondation de l'Amérique. Dès le milieu du XVIIe, il est codifié en Virginie et à New York, puis en Caroline du Sud à la fin du siècle. Dans toutes les colonies, certes dans des proportions très variées, l'esclavage est présent. En 1750, la population esclave représente 4% au Massachusetts contre 46% en Virginie et 61% en Caroline du Sud pour tout de même 14% à New York, colonie du nord.⁹ Pendant toute la période coloniale, l'esclavage ne concerne d'ailleurs pas uniquement les Africains mais aussi les Amérindiens.¹⁰ Les deux plus actifs ports négriers des colonies continentales britanniques sont Charleston – l'Ellis Island des Noirs américains écrit l'historien américain Peter Wood-

⁹ Ira BERLIN, *Many Thousands Gone. The First Two Centuries of Slavery in North America*, Cambridge, Harvard University Press, 1998, tableau 1, p.369-70.

¹⁰ Sur la traite des Amérindiens voir Allan GALLAY, *The Indian Slave Trade. The Rise of the English Empire in the American South, 1670-1717*, New Haven, Yale University Press, 2003.

en Caroline du Sud mais aussi Newport, dans le Rhode Island.¹¹

L'abolition graduelle dans les Etats du Nord à partir de 1780 et l'invention de l'égreneuse ou *cotton gin*, qui permet de séparer la graine du coton de sa fibre, en 1793 par Eli Whitney créent une césure entre le Nord et le Sud qui deviendra un fossé au milieu du XIXe siècle. Les lois abolitionnistes vont progressivement changer la démographie des Etats du Nord et y éliminer à jamais l'esclavage alors que le développement à grande échelle de la culture du coton à travers tout le Sud, au lieu du riz en Caroline du Sud et du tabac dans la Chesapeake (la Virginie et le Maryland), va donner à l'esclavage une importance considérable dans la structure économique de la région même si certaines parties du Sud, notamment dans les Appalaches ou dans l'arrière-pays de Caroline du Nord, il n'y a ni coton ni esclaves. Le coton ou *King Cotton*, comme on dit alors tellement cette culture domine globalement non seulement l'économie sudiste mais aussi la vie quotidienne, va également transformer l'esclavage. Au cours de la première moitié du XIXe siècle, on assiste à une formidable concentration de la propriété foncière et de la main-d'œuvre servile. Fini les petits propriétaires fonciers esclavagistes, place aux grandes propriétés. La sociologie de la plantation change radicalement et en quelques décennies la possession d'esclaves devient de moins en moins accessible.¹² En 1860, les trois quarts des Sudistes blancs ne possèdent pas d'esclaves. Une tendance accentuée par l'interdiction de la traite internationale en 1808 (via une clause constitutionnelle) qui met fin à l'importation d'esclaves africains, rendant ceux-ci plus chers à l'achat en dépit d'une active traite intérieure, orientée nord-sud, le long du Mississippi ou de la côte atlantique. Une traite magnifiquement et tragiquement illustrée par le livre et le film *Twelve Years a Slave*, même si dans ce cas Salomon Northup est un Noir libre de New York kidnappé et envoyé en Louisiane.¹³ Ces évolutions auront une répercussion politique désastreuse car les assemblées des Etats du Sud vont tomber sous le contrôle des grands planteurs. Ce sont eux qui auront le plus à perdre dans les années 1850. Ce sont eux qui enflammeront le Sud et le mèneront à la guerre.

6. L'OUEST ET L'ESCLAVAGE

La guerre contre le Mexique (1846-48), qui a pour origine l'annexion du Texas par les Etats-Unis comme Etat esclavagiste en 1845, concentre pour un temps les forces vives du pays à l'unisson. De nombreux officiers de l'armée américaine, que l'on retrouvera face à face pendant la guerre de Sécession, tels Lee, Grant, Beauregard et McClellan, se battent côte à côte dans le Sud-Ouest, en Californie et au Mexique même. Mais le répit dure peu. Sitôt l'euphorie de la victoire dissipée, une double question fondamentale se pose : les vastes territoires nouvellement acquis peuvent-ils ou non devenir esclavagistes et qui doit en décider ? La décennie 1850, celle de tous les dangers pour les Etats-Unis, s'articule autour de cette interrogation. La question ne porte pas sur l'esclavage, à proprement parler, qui est accepté de tous, sauf une poignée d'abolitionnistes, courageux mais marginalisés dans le débat politique, comme un moindre mal dans le Nord ou comme un principe inattaquable dans le Sud. La question porte précisément sur l'expansion de l'esclavage et sur le mécanisme de celle-ci.

¹¹ Peter H. WOOD, *Black Majority: Negroes in Colonial South Carolina from 1670 through the Stono Rebellion*, New York, W. W. Norton, 1974, p.xiv.

¹² Sur ces développements cruciaux, voir Peter KOLCHIN, *American Slavery 1619-1877*, New York, Penguin, 1995 et Claude FOLHEN, *Histoire de l'esclavage aux Etats-Unis*, Paris, Perrin, 1998.

¹³ Salomon NORTHUP, *12 Years a Slave*, Paris, 2014. Le film, réalisé par Steve McQUEEN, date de 2013, le récit de 1853.

La ruée vers l'or de 1849 qui conduit d'innombrables (et désormais célèbres) *forty-niners* vers la Californie précipite les événements. La population de San Francisco augmente si rapidement que dès 1850 la Californie frappe à la porte des Etats-Unis, vraisemblablement comme Etat libre. Les Sudistes ne peuvent l'accepter sans contre partie. Dès le début du conflit en 1846, David Wilmot, un Représentant de Pennsylvanie à la Chambre, proposa d'attacher une clause (désormais connue sous le nom de *Wilmot Proviso*) interdisant l'esclavage dans tous les territoires qui seraient conquis au Mexique. Cette clause, défendue par ceux qu'on appelle les *Free Soilers* ou partisans du sol libre, fut défaite au Sénat, contrôlé par les Sudistes, en 1846 et en 1848. On proposa alors d'étendre la ligne du Compromis du Missouri de 1820 – le parallèle 36°30' – mais le Congrès le refusa. Il faudrait davantage pour s'attacher le vote des Sudistes. Notons, une nouvelle fois, le poids politique des Sudistes dans ces années. Rien ne peut se faire sans leur accord. En 1850, la nécessité d'un nouveau compromis s'impose comme incontournable.

C'est encore Henry Clay, du Kentucky, cheville ouvrière du Compromis de 1820, qui articule ce nouveau compromis. Ce succès lui vaudra d'ailleurs le surnom de *Great Compromiser* dans l'histoire américaine. Toute une série de difficultés doivent être résolues : quelles doivent être les frontières définitives du Texas, notamment au regard du territoire du Nouveau-Mexique ? Point déterminant car le Texas est un – déjà géographiquement grand - Etat esclavagiste. La Californie doit-elle être coupée en deux, comme le souhaitent les Sudistes, qui espèrent y introduire l'esclavage dans sa partie méridionale ? Autre point crucial : par quel processus déterminer si les nouveaux territoires acquis au Mexique seront esclavagistes ou non ? Enfin, les Sudistes veulent régler le problème des esclaves fugitifs recueillis dans les métropoles du nord avec le concours du gouvernement fédéral.

Le Compromis de 1850 résout tous ces problèmes, du moins provisoirement, repoussant la confrontation d'une dizaine d'années. Les frontières du Texas sont plutôt restrictives mais le gouvernement fédéral accepte en contre partie d'absorber les dettes de cet Etat. La Californie est admise dans l'union comme un seul Etat libre. La traite –mais non l'esclavage- est abolie dans la capitale, ce qu'on appelle le District of Columbia. En échange, les Sudistes obtiennent une nouvelle loi sur les esclaves fugitifs (*Fugitive Slave Act*) très rigoureuse et nettement en faveur des propriétaires d'esclaves. L'obligation de rendre les esclaves fugitifs à leurs propriétaires est inscrite dans la Constitution (Article IV, clause 2) et une loi de 1793 en assure l'application. Mais avec le temps et le développement du chemin de fer clandestin (*Underground Railroad*), un système d'entraide organisé par les abolitionnistes permettant aux esclaves, principalement des Etats frontaliers, de passer au Nord, voire au Canada même, beaucoup d'esclaves ont réussi à fuir et se refaire une vie d'homme libre. De plus, certains Etats du Nord ont voté des lois sur leurs territoires pour protéger les esclaves en fuite. La loi de 1850, dénoncée par les abolitionnistes comme « la loi des limiers », est, de ce point de vue, un retour en arrière. Désormais, les agents du gouvernement sont obligés d'arrêter les esclaves en fuite, sous peine d'une amende de mille dollars (une très grande somme à l'époque), et ceux qui aideront à leur capture seront récompensés. De plus, toute personne aidant à la fuite d'un esclave sera emprisonnée et tout esclave en fuite ne pourra entamer une action en justice pour obtenir sa liberté. Cette loi est véritablement une victoire sudiste.

Mais, ce n'est pas tout. Le Compromis de 1850 introduit un processus de décision sur le statut – libre ou esclavagiste- du Nouveau-Mexique et de l'Utah qui sera fatal au pays : la souveraineté populaire. Ce concept, véritable bombe à retardement, prévoit que les populations locales décident elles-mêmes. Sous couvert d'une pseudo liberté démocratique – participative nous dirions de nos jours-

cette disposition marque un désengagement du Congrès et du gouvernement fédéral de la question de l'extension de l'esclavage dans l'Ouest, un véritable abandon. Nul doute que les Compromis avaient leurs imperfections mais ils permettaient de trancher de manière constitutionnelle et offraient peu de place à la contestation grâce au poids du gouvernement fédéral et à la légitimité du Congrès. La souveraineté populaire ouvre la porte non seulement à la contestation et à l'instabilité mais, plus dangereusement, à la confrontation, armée s'il le faut. En fait, le principe de souveraineté populaire ne peut fonctionner, du moins dans ces années extrêmement tendues, que dans les territoires où l'esclavage ne peut être implanté, comme l'Utah par exemple, parce qu'ils sont éloignés du sud cotonnier.

Tout juste quatre ans plus tard, en 1854, une loi, dite Loi du Kansas-Nebraska (*Kansas-Nebraska Act*), prouve l'échec flagrant du principe de souveraineté populaire pour résoudre la question de l'esclavage. Cette année-là, les deux territoires du Kansas et du Nebraska s'apprêtent à devenir des Etats. La loi déclare que la question de l'esclavage sera décidée par la souveraineté populaire. Autrement dit, les habitants de chaque territoire pourront rédiger une constitution (préalable à l'admission comme Etat) autorisant ou interdisant l'esclavage. Aucune décision ne pouvait être pire. D'une part, ces deux territoires étant situés au nord de la ligne 36°30', la loi de 1854 annule *de facto* le Compromis de 1820, sur lequel reposait un équilibre et une paix précieuses. D'autre part, la souveraineté populaire ouvre la voie à la confrontation armée entre chaque groupe. Sans surprises, des affrontements sanglants ont lieu au Kansas entre les esclavagistes venus avec leurs esclaves du Missouri voisin et les *free-soilers* et abolitionnistes arrivés de Nouvelle-Angleterre principalement. Ce moment de l'histoire américaine est connu sous le nom de « Kansas ensanglanté » (*Bleeding Kansas*) et fait 300 morts. L'échec est total d'autant plus que dans une extrême confusion les habitants du Kansas proposent en 1855 et 1857 deux constitutions rivales : celle de Topeka (abolitionniste) et celle de Lecompton (esclavagiste) ! Le Kansas ne rejoindra finalement l'Union qu'en 1861, après la sécession des Etats sudistes, comme Etat libre avec une quatrième constitution...

En 1857, dans une atmosphère politique extrêmement tendue, c'est au tour de la Cour suprême d'examiner la délicate question du sol libre ou *free soil*. L'affaire retentissante est connue sous le nom de *Dred Scott Case*. Chacun espère que la plus haute cour de justice du pays pourra résoudre définitivement cette impérieuse question après les échecs du législatif, de l'exécutif et du peuple... En fait, c'est exactement l'inverse qui se produit. L'arrêt de la Cour suprême enflamme le pays. Né esclave en Virginie en 1795, Dred Scott est conduit en 1820 par son propriétaire dans le Missouri (Etat esclavagiste) puis vendu et emmené par son nouveau propriétaire, un chirurgien de l'armée, dans l'Illinois (Etat libre) et dans le Territoire du Wisconsin (libre également) en 1836. Scott se marie dans le Wisconsin. Le propriétaire de Scott est l'année suivante affecté en Louisiane (Etat esclavagiste) où Scott et sa femme le rejoignent, avec leur fille née en chemin, point important pour l'affaire, en territoire libre. En 1843, le propriétaire de Scott meurt. Celui-ci tente alors d'acheter sa liberté et celle de sa famille à la veuve du chirurgien, qui a hérité de ses biens, mais celle-ci refuse. C'est alors que Scott entame une action en justice. De juridictions en juridictions, d'abord dans l'Etat du Missouri jusqu'à la Cour suprême de l'Etat, puis dans le circuit fédéral, l'affaire, d'appel en appel, arrive à la Cour suprême des Etats-Unis.

L'arrêt *Scott v. Sandford* (du nom du frère de la veuve du chirurgien, nouveau propriétaire de Scott au moment du procès) de la Cour suprême, rendu en mars 1857, est un des plus conservateurs de son histoire. La Cour est alors dirigée par Roger B. Taney, du Maryland, et dominée par les Sudistes,

encore une fois loin d'être sans influence et assiégés – comme le prétend la propagande esclavagiste dans ces années 1850. La Cour déclare que Scott, non seulement en tant qu'esclave mais aussi en tant que Noir- n'est pas un citoyen américain et ne peut donc initier une action en justice. Rappelons que déjà au XVIIIe siècle les esclaves pouvaient entamer des procès pour leur liberté, appelés *freedom suits*...De plus, la prohibition de l'esclavage dans les territoires (c'est-à-dire avant qu'ils ne deviennent des Etats) est jugée inconstitutionnelle. Le Compromis du Missouri, en vigueur de 1820 à 1854, avec sa limite 36°30' au nord de laquelle l'esclavage est interdit, devient donc inconstitutionnel ! D'après la Cour, le Congrès ne peut interdire à un citoyen la possession de biens, or les esclaves sont des biens. En conclusion, le fait de résider dans un Etat ou territoire où l'esclavage est interdit n'a pas rendu sa liberté à Scott puisqu'il dépend du Missouri, Etat esclavagiste.

Victoire pour les Sudistes, l'arrêt de 1857 est une défaite pour le pays. Elle remplit d'amertume et de colère les *free soilers* et les abolitionnistes et surtout remet en cause les pouvoirs du Congrès en ce qui concerne l'esclavage puisque le Compromis de 1820 est déclaré inconstitutionnel. L'abolitionniste John Brown, qui a combattu dans le Kansas en 1856, décide d'agir. A l'automne 1859, lui et ses acolytes, mènent un raid contre un arsenal fédéral à Harper's Ferry, en Virginie, afin d'armer les esclaves...Brown, blessé dans l'opération, sera arrêté, jugé et pendu.

7. L'ELECTION DE LINCOLN ET LA SECESSION

Outre le climat politique explosif dans lequel elle se déroule, l'élection présidentielle de l'automne 1860 est particulière. Elle met en concurrence quatre candidats¹⁴ : Abraham Lincoln pour le Parti Républicain, Stephen A. Douglass pour les Démocrates du Nord, John Bell pour l'Union Constitutionnelle et John C. Breckinridge pour les Démocrates du Sud qui prennent le nom de Démocrates Constitutionnels. On l'aura remarqué, chacun souhaite sauver l'union au nom de la constitution mais avec une lecture différente de celle-ci. Lincoln reçoit 40% des voix et 180 grands électeurs. Il remporte tous les Etats du Nord, plus la Californie et l'Oregon, alors seuls Etats au-delà du Mississippi. Breckinridge enlève tous les Etats du Sud sauf la Virginie, le Kentucky et le Tennessee qui vont à Bell. Douglas ne gagne que le Missouri, mais 30% des voix. La propagande sudiste avait décrit Lincoln comme un abolitionniste, ce qu'il n'est pas en 1860. Lincoln est un *free soiler* ou partisan du sol libre, c'est-à-dire hostile à l'expansion de l'esclavage.¹⁵ D'ailleurs, jamais un candidat en 1860 n'aurait reçu tant de voix et d'Etats sur un programme abolitionniste ! Le parti républicain, fondé en 1854, est nouveau sur la scène politique américaine. Formé par opposition à la Loi sur le Kansas et le Nebraska, il rassemble principalement des nordistes, anciennement *free soilers*, démocrates ou whigs (eux-mêmes partiellement les successeurs des fédéralistes).¹⁶ Lincoln n'est aucunement alors la star du parti républicain mais il va s'imposer progressivement comme l'homme de la situation.

Mettant leur menace à exécution, les Sudistes font sécession dès Lincoln élu. C'est l'Hiver de la Sécession, 1860-61. La Caroline du Sud mène la danse. Cet Etat est dominé par les jusqu'au-boutistes

¹⁴ En ne comptant que ceux qui ont obtenu les votes des grands électeurs. Sinon, ils étaient 6 au total

¹⁵ Sur Lincoln et ses idées, surtout l'évolution de celles-ci, voir Bernard VINCENT, *Lincoln. L'homme qui sauva les Etats-Unis et Abraham Lincoln. Le Pouvoir des mots. Lettres et discours*, Paris, L'Archipel, 2009.

¹⁶ Voir les fines analyses du contexte politique des années 1850 et de l'élection présidentielle de 1860, que l'historien américain appelle « la révolution de 1860 », de James M. McPHERSON dans *La guerre de Sécession (1861-1865)*, Paris, Robert Laffont, 1991 (titre original *Battle Cry of Freedom*), p.161-87 et 222-56.

qu'on appelle les cracheurs de feu (*fire-eaters*), des idéologues esclavagistes et des grands planteurs prêts au pire – la Sécession et la guerre- pour défendre ce qu'ils prétendent être les intérêts et l'identité du Sud.¹⁷ Entre le 20 décembre 1860 et le 1^{er} février 1861, sept Etats font sécession, soit dans l'ordre chronologique : la Caroline du Sud, le Mississippi, la Floride, l'Alabama, la Géorgie, la Louisiane et le Texas. C'est la naissance des Etats Confédérés d'Amérique ou CSA [*Confederate States of America*] avant la prise de fonction de Lincoln, prévue en mars.¹⁸ Notons bien, au demeurant, la différence entre confédérés et unis, *Confederate* et non *United States of America*...

Il faut bien prendre garde de ne pas calquer une carte mentale des Etats-Unis du XXI^e siècle sur cette liste. La Floride et le Texas, par ailleurs géographiquement excentrés au sud et à l'ouest respectivement, pèsent alors d'un poids politique, économique, démographique ou militaire modeste. La Caroline du Sud est riche mais petite. A l'inverse, le Mississippi, l'Alabama, la Géorgie et la Louisiane, le cœur de ce qu'on appellera le Vieux Sud, exercent une grande influence économique et politique. C'est d'ailleurs la ville de Montgomery, en Alabama, qui est choisie comme première capitale des Etats Confédérés. De plus, la Louisiane et le Mississippi contrôlent le versant méridional du fleuve Mississippi, artère fluviale vitale entre la vallée de l'Ohio et le Golfe du Mexique. Mais il manque la Virginie, un Etat non seulement riche et vaste mais surtout au prestige historique et politique incommensurable. La Virginie est la patrie des Jefferson, Lee, Washington et Madison. La Virginie jouxte aussi Washington, la capitale fédérale, désormais de l'Union. D'ailleurs, on oublie souvent que la plantation du grand général sudiste Robert E. Lee, à Arlington, surplombe Washington...capitale des Nordistes.¹⁹

En avril 1861, les troupes confédérées bombardent le Fort Sumter, forteresse fédérale sise au milieu de la baie de Charleston, car son commandant refuse de se rendre. Comment accepter un fort fédéral au sein de la Confédération ? Ce bombardement est cependant une véritable déclaration de guerre qui oblige les six Etats esclavagistes restants, à savoir la Virginie, la Caroline du Nord, l'Arkansas, le Missouri, le Delaware et le Kentucky, à prendre parti. En avril, à peine une semaine après l'attaque de Fort Sumter, c'est la Virginie qui tombe dans l'escarcelle de la Confédération. Voilà une décision majeure, un événement dans l'histoire du pays : la patrie de Washington quitte les Etats-Unis. Richmond, en Virginie, devient alors la nouvelle capitale de la Confédération. Puis, de mai à juin l'Arkansas, la Caroline du Nord et le Tennessee la rejoignent. L'Arkansas ne compte que pour sa position géographique, le long du Mississippi. La Caroline du Nord est un Etat relativement pauvre. Quant au Tennessee, Etat montagneux situé aux limites septentrionales du Sud, il revêt principalement une valeur stratégique. Et les trois autres ? Le Delaware, petit Etat longtemps rattaché à l'époque coloniale à la Pennsylvanie, possède très peu d'esclaves et évolue dans l'orbite nordiste. Quant au Maryland, Etat terriblement stratégique car s'il avait rejoint la Confédération, Washington était alors encerclé. Lincoln s'assura *manu militari* qu'il ne ferait pas sécession. Enfin, le fait que le Kentucky, Etat culturellement sudiste, reste dans l'Union est une victoire politique pour Lincoln.

Que veulent les Sudistes ? Les Sudistes ne veulent absolument pas de Lincoln comme président,

¹⁷ Pour des portraits de ces hommes, Jefferson Davis (futur président de la Confédération), James Hammond ou encore George Fitzhugh, et des extraits de leurs écrits, voir Jean ROUBEROL et Jean CHARDONNET, *Les Sudistes*, Paris, Armand Colin, 1971, p.25-54 et 105-20.

¹⁸ A l'époque, et jusqu'en 1933, l'inauguration du président se faisait dans les premiers jours de mars.

¹⁹ Une plantation qui pour cette raison lui sera confisquée par les troupes nordistes.

comme nous l'avons vu, perçu à tort comme abolitionniste.²⁰ De plus, ils ont développé au cours des années 1850 une mentalité d'assiégés et estiment qu'ils ne pourront préserver leur identité s'ils restent dans l'Union. Pourquoi la guerre ? Certains avanceront un jour que les droits des Etats fut la raison principale du conflit. Soyons clairs : l'esclavage est la cause de la guerre. C'est la seule question qui ne pouvait plus – du moins les Sudistes le pensaient-ils fermement- être réglée par le biais de compromis politiques. Elle semblait être devenue une impasse. Mais nous assistons à un véritable hold-up des grands planteurs esclavagistes et des idéologues sudistes sur le destin du Sud. Car n'oublions pas que les trois quarts des Blancs sudistes ne possèdent pas d'esclaves et que des régions entières du Sud n'ont pas ou peu d'esclaves. Des milliers d'hommes vont mourir au front pour défendre les intérêts d'une minorité de planteurs privilégiés, qui, eux, détiennent le pouvoir politique. On peut aussi, et c'est une interprétation tout à fait éclairante, voir en la guerre de Sécession une guerre d'unification, comme en Italie ou en Allemagne à la même période.²¹ Le rapport entre les Etats, un équilibre complexe et fragile depuis l'indépendance, et le destin du pays comme puissance agricole et esclavagiste ou industrielle et libre sont en jeu dans cette guerre. C'est l'avenir des Etats-Unis qui se joue dans ces années 1860.

8. LA GUERRE

A la veille du conflit les statistiques sont, de manière écrasante, à l'avantage du Nord. Les 23 Etats de l'Union (soit les 19 Etats du Nord et les 4 du Sud qui restent dans l'Union) ont une population totale de 22 millions d'habitants, les 11 Etats confédérés de 9 seulement dont 4 millions d'esclaves. Sans surprise, les armées du Nord seront deux fois plus nombreuses que celles du Sud (2 pour 1 million). Le Nord peut aussi compter sur 35 000 km de voies ferrées, essentielles pour transporter troupes, chevaux et équipement, contre 15 000 km pour le Sud. Le Nord produit 92% de l'acier du pays, possède 85% des usines, recense 90% de la main-d'oeuvre libre etc. Mais une simple lecture des chiffres ne rend pas le contexte et les perceptions d'avant-guerre. Le Nord jouit de beaucoup plus de ressources que le Sud mais cette supériorité ne fera la différence que si le conflit dure et si l'Union parvient à transformer son économie intégralement en économie de guerre. Autre fait crucial d'un point de vue militaire : le Nord doit pour gagner mener une guerre de conquête alors que le Sud peut se contenter de défendre son territoire en lançant des attaques ponctuelles sur Washington à partir de la Virginie. Or, le Sud est immense : 1500 km séparent Richmond, en Virginie, de la Nouvelle-Orléans, en Louisiane et 1100 km Charleston, en Caroline du Sud, de Saint-Louis, dans le Missouri. Au total, le Sud confédéré couvre une superficie de 1 200 000 km². De plus, le Sud est une région riche, même si cette fortune est largement investie dans les esclaves, avec une élite and une tradition militaires prestigieuses, notamment dans la cavalerie. Enfin, le coton pourrait être l'arme fatale puisqu'il nourrit l'industrie textile britannique et, dans une moindre mesure, celle française. Provoquer une rupture dans ces approvisionnements pourrait pousser la Grande-Bretagne et la France à soutenir diplomatiquement, voire militairement, la Confédération, du moins s'illusionne-t-on dans le Sud. Les chances du Sud de préserver son indépendance sont donc réelles sauf si le conflit perdure, si le Nord persévère face à

²⁰ Tous les Sudistes au demeurant ne sont pas esclavagistes et sécessionnistes. Même la Caroline du Sud compte des partisans de l'Union, appelés unionistes, et des abolitionnistes, les plus célèbres parmi ces derniers étant les sœurs Grimké, quakeresses, Sarah Moore et Angelina Emily.

²¹ Carl N. DEGLER, "One Among Many: The United States and National Unification", in Carl J. Guarneri, (dir.), *America Compared. American History in International Perspective*, vol.1 To 1877, Andover (UK), Cengage Learning, 2006, p.344-61.

l'adversité et si la diplomatie du coton échoue.

La guerre sera courte, du moins c'est ce qu'on croit de part et d'autre. Les Sudistes pensent que les Nordistes ne savent pas se battre et les Nordistes pensent que les Sudistes bluffent. Au premier coup de canon, ils reviendront dans le giron de l'Union. La première escarmouche, très colorée avec des soldats dans des uniformes bigarrés, attire même des spectateurs venus exprès de Washington, tout comme les Charlestoniens étaient montés sur les toits pour admirer le bombardement du Fort Sumter. En fait, le conflit durera quatre ans et fera 600 000 morts soit 46 fois plus que lors de la guerre contre le Mexique (13 000) et plus encore que les deux guerres mondiales réunies (Seconde Guerre mondiale 405 000 et Première Guerre mondiale 116 000).

La stratégie du Nord est de faire le blocus des côtes de la Confédération afin d'empêcher les Sudistes d'exporter coton et tabac, d'importer des armes et de mener des actions maritimes contre sa flotte. Par ailleurs, le Nord concentre son action militaire dans le Kentucky et le long du Mississippi. C'est la stratégie dite de l'anaconda, représentée sur les cartes par un serpent qui étouffe le Sud en faisant le tour de son littoral et en le prenant à revers par la vallée du Mississippi. Contrôler le Mississippi permet aussi au Nord de détacher les Etats de l'Ouest, le Missouri, l'Arkansas et le Texas, du reste de la Confédération. Mais avec 5600 km de littoral et d'innombrables baies, rias, estuaires et plages, impossible à l'Union d'occuper tous les espaces. La contrebande, immortalisée par le personnage de *blockade runner*, littéralement forceur de blocus, de Rhett Butler dans le roman et le film *Autant en emporte le vent* (*Gone with the Wind*), fait rage. La Confédération, qui se bat parfois loin de ses bases comme l'atteste la bataille entre le *CSS Alabama* et l'*USS Kearsage* au large de Cherbourg en juin 1864 (un duel maritime peint par Manet en 1865), obtient quelques victoires sur mer et parvient à faire réparer ses navires en Angleterre. Somme toute, cependant, la stratégie du blocus s'avère efficace à la longue et la Confédération se retrouve progressivement asphyxiée. La Nouvelle-Orléans, ville-port clé pour la Confédération est prise par le Nord dès le printemps 1862. De même, dès novembre 1861, les troupes du Nord occupent Beaufort, petite bourgade côtière de Caroline du Sud, située au sud de Charleston, et les îles au large de la Caroline du Sud et de la Géorgie, libérant de suite les esclaves qui y résident. Sur le front ouest, le Nord capture Fort Henry, dans le Tennessee, en février 1862, puis en avril c'est la grande et coûteuse victoire nordiste de Shiloh, à nouveau dans le Tennessee, et enfin le général nordiste Ulysses S. Grant remporte une victoire décisive à Vicksburg, dans l'Etat du Mississippi, en juillet 1863. Avec la Nouvelle-Orléans prise et le Tennessee sous contrôle, c'est toute la vallée du Mississippi, artère de communication cruciale, qui est aux mains des Nordistes. L'Union remporte une victoire totale sur le front ouest.

Le front est, soit la Virginie du Nord, le Maryland, le sud de la Pennsylvanie et, bien sûr, la capitale de l'Union Washington, reste longtemps indécis. Notons que les deux capitales, Richmond et Washington ne sont éloignées que de 160 km ! Cœur du conflit, c'est là que se déroulent les batailles les plus importantes et les plus sanglantes : la seconde bataille de Bull Run ou Manassas²² (août 1862), Antietam (septembre 1862), Chancellorsville (mai 1863) et surtout Gettysburg (juillet 1863), soit plus de 100 000 morts à elles quatre.²³ La stratégie du Sud, partout ailleurs plutôt défensive, est ici offensive (quand ses moyens en hommes et matériel le lui permettent) avec des incursions régulières dans le

²² Appelée Bull Run par les Nordistes qui utilisent le nom de la rivière et Manassas par les Sudistes qui préfèrent le nom de la ville.

²³ Sur Gettysburg, voir Farid AMEUR, *Gettysburg 1er-3 juillet 1863*, Paris, Tallandier, 2014.

Nord à partir de la Virginie, dont Gettysburg en Pennsylvanie, afin d'essayer de prendre Washington à revers. Les Confédérés obtiennent de beaux succès militaires, grâce notamment à l'intelligence tactique du général Lee et au courage de troupes très souvent en sous-nombre, mais ne parviennent jamais à prendre la capitale de l'Union. A l'été 1864, la ville d'Atlanta, en Géorgie, est détruite et à l'automne le général nordiste William T. Sherman, victorieux à Atlanta, applique la politique de la terre brûlée lors d'une longue marche, dite Marche vers la Mer, destructrice pour les Confédérés mais libératrice pour les esclaves, sur 500 km à travers les Etats de Géorgie, de Caroline du Sud –lui faisant durement payer sa sécession initiatrice- et de Caroline du Nord. Finalement, le 9 avril 1865, le général Lee se rend à Grant dans le petit tribunal d'Appomatox, en Virginie. La guerre est finie. Une semaine plus tard, le 14 avril, le président Lincoln, réélu en novembre 1864, est assassiné lors d'une représentation théâtrale à Washington.

9. UN NOUVEAU PAYS?

La sécession fut une décision suicidaire, non pas tant pour le pays car les Etats-Unis poursuivent leur route mais pour le Sud. Celui-ci mettra un siècle à se relever. Le nouveau Sud date des années 1960. Cette région traîne pourtant encore une réputation d'archaïsme et de racisme qui lui colle à la peau. Car la sécession a marginalisé le Sud, alors que, comme nous l'avons vu, depuis les origines coloniales, cette région, avec la Nouvelle-Angleterre, avait toujours joué un rôle structurant dans l'histoire du pays. Le Sud est aussi victime d'un conflit, une des premières guerres modernes, avec la guerre de Crimée (1853-1856), particulièrement dévastatrices de par notamment son armement, son utilisation stratégique du rail et ses cuirassés (*ironclads*). Le Sud enregistre près de 300 000 morts, les Etats de Virginie et de Caroline du Nord plus de 30 000 chacun. Les villes de Richmond, d'Atlanta et de Columbia (Caroline du Sud) sont complètement annihilées, des centaines de plantations incendiées, et des milliers de kilomètres carrés de terres dévastées. L'économie du Sud est désintégrée. Ce fut le prix à payer pour cet entêtement suicidaire.

La guerre de Sécession, appelée par les historiens américains « la seconde révolution », est pour le pays une fracture historique et une plaie profonde mais surtout une guerre d'union et de libération.²⁴ Quatre millions d'esclaves sont soudainement libérés. L'esclavage est aboli par un amendement constitutionnel (le XIIIe) en 1865. La victoire du Nord est aussi la victoire de l'union. Désormais, la sécession, jugée inconstitutionnelle par l'arrêt de la Cour suprême *Texas v. White* de 1869, ne sera plus qu'un défi de comptoir. Appomatox est enfin l'acte de naissance d'une nouvelle Amérique. L'Amérique du travail libre, de l'industrialisation, de l'immigration, de l'urbanisation, de la conquête, notamment ferroviaire, de l'Ouest, du capital et du progrès technologique mais aussi d'une certaine centralisation. Au sortir de la guerre, le gouvernement fédéral, profitant de l'échec de la sécession et donc des partisans inconditionnels des droits des Etats, va accroître son influence. L'Amérique de ce qu'on appelle le *Gilded Age* (« l'âge du toc »), selon le titre d'un roman de Mark Twain de 1873, amorce son chemin vers son futur statut de grande puissance économique qu'elle atteint avant la fin du siècle.

²⁴ Malheureusement, comme le montre l'historien américain David W. BLIGHT dans sa magistrale étude intitulée *Race and Reunion. The Civil War in American Memory* (Cambridge, Harvard University Press, 2001), le processus de réunification et de réconciliation s'opérera entre Blancs au détriment des Noirs, avec notamment la le développement de la ségrégation dans les Etats du Sud, officialisée par l'arrêt de la Cour suprême de 1896 *Plessy v. Ferguson*.